

## Sri Lanka: Autonomiser les provinces du Sud pour qu'elles conçoivent leurs propres voies de développement



### GEMI DIRIYA : LA FORCE DES VILLAGES

Sri Lanka : Donner aux provinces du Sud les moyens de tracer leurs propres voies de développement

### Vue d'ensemble

Bien que le Sri Lanka soit en passe d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire, la moitié des habitants de ses provinces méridionales vit en dessous du seuil de pauvreté (contre 7 % pour l'ensemble de sa population). Le gouvernement a lancé un programme baptisé « Gemi Diriya » afin de donner aux communautés rurales les moyens d'améliorer leurs conditions de vie. Depuis 2004, ce programme a bénéficié à plus de 200 000 ménages de 1 034 villages des districts les plus pauvres.

### Défi

Dans les provinces du Sud du Sri Lanka, la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté — soit avec moins d'un dollar par jour —, alors que le taux de pauvreté s'élève à 7 % dans l'ensemble du pays. Environ 60 % des habitants n'ont pas accès à des services essentiels (eau potable, installations sanitaires) ni aux financements et aux marchés.

#### MULTIMÉDIA (a)

### Démarche

En 2004, le gouvernement sri lankais a lancé le programme « Gemi Diriya » dans le but de donner aux communautés rurales les moyens d'améliorer elles-mêmes leurs conditions de vie. Ce programme se fonde sur la réussite d'un petit projet pilote local lancé en 2000 et consacré à l'amélioration des capacités des organisations villageoises.

Le Gemi Diriya est un programme de 12 ans qui se déroule en trois phases. En 2004, l'Association internationale de développement (IDA) lui a apporté un appui initial à travers le Projet d'amélioration du développement et des moyens de subsistance communautaires, concentré sur trois provinces du Sud.

L'objectif de la première phase a été de bâtir des organisations communautaires autonomes, capables de gérer des investissements durables, ce qui a consisté à : transférer à ces organisations des pouvoirs de décision et

+ de résultats



# 66 %

des postes décisionnels dans les villages sont occupés par des jeunes et par des femmes

#### LIENS CONNEXES (a)

- » Article : Combler les écarts de revenus au Sri Lanka
- » La Banque mondiale au Sri Lanka

des ressources ; à renforcer l'administration locale qui interagit avec ces organisations de base ; à favoriser la collaboration entre les fédérations d'organisations communautaires, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG) afin d'assurer une émancipation économique propice à l'extention et la diversification des moyens de subsistance.

- » Le Sri Lanka en un coup d'œil (pdf)
- » Sri Lanka : une refonte de la géographie économique

Cette stratégie repose sur l'approche de développement piloté par les communautés : celles-ci bénéficient d'un transfert direct de ressources et participent à la prise de décision.

## Résultats

Plus de 200 000 ménages de 1 034 villages des districts les plus pauvres du Sri Lanka ont bénéficié, grâce au projet, d'infrastructures communautaires et d'investissements productifs dans les secteurs de l'eau, de l'accès aux routes et aux ponts, de l'accès au crédit, aux marchés et aux compétences et de la génération de revenus.

Parmi le million de Sri Lankais couverts par le projet, nombreux sont ceux qui étaient autrefois tributaires d'une agriculture de subsistance et d'un emploi de main d'œuvre salariée et qui jouissent aujourd'hui de nouvelles possibilités économiques.

Le modèle du Gemi Diriya a été reconnu comme l'une des 20 meilleures pratiques dans la région Asie Pacifique par le Programme des Nations unies pour le développement dans sa publication *Poverty Reduction that Works*.

## Faits marquants

**Amélioration des infrastructures et des services dans les communautés.** Les conditions de vie des populations pauvres se sont améliorées grâce à plus de 2 150 sous-projets d'infrastructures et de services sociaux communautaires qui ont profité à quelque 190 000 familles (soit environ un million de personnes). Les mécanismes de prestation sont aujourd'hui plus rentables car les investissements, de qualité égale ou supérieure à ceux des programmes traditionnels, ont coûté en moyenne 30 à 40 % moins cher.

**Accès au crédit.** Avant le projet, 70 % des ménages dans les villages concernés n'avaient pas accès au crédit et aux circuits commerciaux. Aujourd'hui, près de 25 000 groupes autonomes d'épargne et de production sont en place et actifs. Quelque 170 000 ménages ont eu accès à l'épargne et au crédit. Les groupes d'épargne ont utilisé leurs avoirs cumulés de 2,5 millions de dollars pour mobiliser des crédits d'un montant dix fois supérieur et investir 24,6 millions de dollars dans 125 types d'activités génératrices de revenus.

**Coopération et partenariats.** Les investissements entrepris dans les infrastructures locales ont donné lieu à des partenariats entre les communautés et le secteur privé et amélioré les connexions avec les marchés et l'accès aux services essentiels. Dans le village de Madumagulla par exemple, la construction d'un pont permet désormais de traverser la rivière en toute sécurité ; il a par là même ouvert l'accès à l'école, développé le commerce et augmenté la valeur des terrains. À Pitakanda, la construction d'une voie d'accès locale a permis de multiplier par cinq le nombre de véhicules commerciaux reliant le village. Pour le secteur privé, les communautés villageoises constituent des sources d'approvisionnement et des marchés de consommation inexploités.

**Appui à la jeunesse.** Près de 22 000 personnes, en majorité des jeunes, ont bénéficié d'actions visant à développer leurs compétences et leurs opportunités d'emploi. Un programme pilote d'acquisition accélérée de compétences dans le district de Badulla a permis, en 2009, à 250 jeunes de trouver un emploi dans 42 magasins Cargill de Colombo.

**Des réseaux pour le progrès.** Les technologies de l'information et de la communication ont permis de connecter entre eux les villageois, le gouvernement et le marché. Le Programme de

technologie de l'information SHED (ITSHED), qui a remporté le prix Manthan Asie du Sud 2008 du meilleur contenu électronique pour le développement dans la catégorie « e-entreprise et moyens de subsistance », a été testé dans 30 villages et en couvre aujourd'hui plus de 1 000 ; 400 jeunes ont été formés pour renforcer et entretenir les centres.

**Des dons pour les plus pauvres.** Les villages ont identifié 11 888 personnes indigentes et admissibles à ce titre à une subvention ponctuelle. Plus de 85 % d'entre elles (soit environ 9 900 personnes) ont obtenu des dons et démarré des activités génératrices de revenus. Près de 4 600 d'entre elles ont aujourd'hui accès aux prêts fournis par les organisations villageoises d'épargne et de crédit pour développer leurs moyens de subsistance.

## Témoignages

**Chandrani Kusumalatha**, une mère de famille de 27 ans, ancienne employée d'une usine textile, dit qu'elle se sent plus autonome et capable depuis qu'elle occupe une fonction traditionnellement réservée aux hommes. Aujourd'hui, Kusumalatha travaille comme menuisier ; elle fabrique et vend des manches de brosse pour les marchés locaux et internationaux. Elle gagne entre 10 000 et 15 000 roupies, soit beaucoup plus que son ancien salaire d'opératrice de machine à coudre et ses 6 000 roupies. Elle a aussi plus de temps à consacrer à sa famille et à sa communauté grâce au temps et à l'argent qu'elle économise sur son trajet. « Je me sens bien car je possède ma propre entreprise, je ne dépends de personne et je n'ai pas à travailler sous les ordres de quelqu'un pour un petit salaire », confie Kusumalatha.

“Je n'avais jamais pensé que je pourrais faire ce métier. Au début, j'ai eu beaucoup de mal car je n'avais pas la moindre qualification ni connaissance en menuiserie. J'ai même renoncé plusieurs fois à cause des blessures que je me faisais et de la difficulté à acquérir la technique.”

*Chandrani Kusumalatha*

## Contribution de la Banque

Le coût total du projet, dans sa première phase, s'est élevé à 69,8 millions de dollars dont 51 millions fournis par l'IDA. Le gouvernement sri lankais y a contribué à hauteur de 11 millions. Signe de l'implication des communautés locales, celles-ci ont elles-mêmes contribué à hauteur de 30 % aux coûts d'investissement pour les infrastructures. La deuxième phase du programme a été approuvée le 10 septembre 2010, pour un coût total de 105 millions de dollars dont 75 millions seront fournis par l'IDA. Le gouvernement sri lankais y contribuera à hauteur de 18 millions de dollars et les communautés à hauteur de 12 millions.

L'IDA a introduit une nouvelle approche qui a conduit le gouvernement à réviser ses propres politiques pour passer d'une démarche de lutte contre la pauvreté axée sur l'assistance sociale à une démarche basée sur l'autonomisation des communautés. Les faits montrent en effet que cette approche augmente la rentabilité et l'efficacité de services tels que les infrastructures matérielles et sociales et la microfinance, et améliore aussi considérablement la gouvernance locale et l'éthique de responsabilité.

Le soutien de l'IDA a joué un rôle essentiel dans la diffusion de ces enseignements auprès des décideurs politiques clés et des responsables locaux. Et c'est pourquoi cette approche est aujourd'hui étendue à l'échelle du pays par le gouvernement à travers ses propres programmes de développement.

## Partenaires

L'équipe du Gemi Diriya a régulièrement fait part de ses données et de ses expériences avec les donateurs — Agence japonaise de coopération internationale (JICA), agence de

coopération allemande GTZ, Commission européenne et Fonds international de développement agricole (FIDA). Ces derniers appliquent eux aussi aujourd'hui l'approche portée par le projet. Ainsi, le FIDA finance actuellement le Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides, dont la Banque mondiale assure la supervision.

## Perspectives

Le défi, aujourd'hui, consiste à étendre le Gemi Diriya et à le rattacher au programme national — « Gama Neguma » — en préservant sa qualité. La deuxième phase du programme de crédits adaptables a démarré en 2009. Elle doit élargir le projet à deux nouvelles provinces et étendre les résultats en améliorant les liens entre institutions communautaires et autorités locales et en résolvant les problèmes d'accessibilité et de connectivité qui nuisent à la création de moyens de subsistance durables ; en renforçant les chaînes de valeur des secteurs économiques clés par la création de fédérations de producteurs facilitant les rapports avec les marchés et le secteur financier ; en améliorant la prestation de services d'appui aux moyens de subsistance, en développant la technologie et en renforçant la capacité des agences locales à mettre en œuvre des programmes nationaux axés sur l'approche de développement piloté par les communautés.

(a) indique une page en anglais.